

VU Research Portal

Modifications des fonctions sociales de l'université: l'université et les professions du XVe au XIXe siècle

Frijhoff, W.T.M.

published in

Universitates e Università. Atti del Convegno Bologna 16-21 novembre 1987
1995

document version

Publisher's PDF, also known as Version of record

[Link to publication in VU Research Portal](#)

citation for published version (APA)

Frijhoff, W. T. M. (1995). Modifications des fonctions sociales de l'université: l'université et les professions du XVe au XIXe siècle. In *Universitates e Università. Atti del Convegno Bologna 16-21 novembre 1987* (pp. 141-147). Bologna University Press.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

E-mail address:

vuresearchportal.ub@vu.nl

Modifications des fonctions sociales de l'université: l'université et les professions du XV^e au XIX^e siècle

INTRODUCTION

La question de la modification des fonctions sociales de l'université, qui m'a été soumise, comporte deux interrogations distinctes, à deux niveaux d'analyse différents. La première interrogation, plus générale, concerne les fonctions sociales de l'université en tant qu'institution globale et leur mode de transformation. La seconde, plus précise, pose la question de savoir quel a été, du XV^e au XIX^e siècle, le rapport de l'université, et plus particulièrement des étudiants qui en sont issus, avec les professions. Je traiterai ces deux questions dans le même ordre, étant bien entendu que, sur un sujet aussi vaste, l'approche ne saurait être que globale et succincte et qu'il est inévitable que certaines nuances de l'évolution différentielle des nombreux pays européens resteront à l'ombre. D'emblée, il convient d'ailleurs de faire remarquer que la notion même de *profession*, appliquée aux fonctions exigeant une formation universitaire, risque de faire intervenir un modèle sociologique particulier d'évolution des occupations professionnelles dont on peut se demander à bon droit s'il est applicable aux sociétés pré-industrielles étudiées ici. L'avocat ou le médecin d'Ancien Régime appartenaient-ils déjà à un corps professionnel réglant lui-même son profil d'activités et le domaine de ses compétences, imposant sa propre hiérarchie aux occupations subalternes, éliminant ses concurrents et contrôlant recrutement, curriculum éducatif et carrière des aspirants – comme l'impliquerait la notion contemporaine de «profession» élaborée par les sociologues? Il faudrait pouvoir établir pour cela une relation plus organique entre les groupes professionnels et l'université qu'il n'est possible de déceler sous l'Ancien Régime. Sauf indication du contraire, la notion de «profession» doit donc être prise ici dans son acception simple, indicatrice d'une occupation professionnelle de type intellectuel et non dépendant: «the old professions», comme le disent les sociologues anglo-américains pour marquer le contraste avec

les «new professions» qui, partant des mêmes positions professionnelles, se constituent au cours du XIX^e siècle au travers d'un processus de professionnalisation introduisant les caractéristiques dont il vient d'être question. Du même coup, il sera clair que tout emploi du terme de *professionnalisation* pour décrire une préoccupation croissante du monde universitaire par les perspectives professionnelles, ou un ajustement croissant entre ces perspectives et les prérequis intellectuelles, n'aura, pour ce qui est de l'Ancien Régime, qu'une valeur d'analogie.

L'UNIVERSITÉ ET SES FONCTIONS SOCIALES

Loin d'être une institution inerte qui se laisse porter au gré des demandes d'éducation, de science ou de culture formulées par la société qui l'entoure, l'université de l'époque moderne se définit par ses interrogations sur elle-même, son rôle et ses fonctions dans l'univers des lettrés, l'Église et l'État. Malgré sa pesanteur institutionnelle, l'université subit et suscite des réformes répétées qui, de l'humanisme aux Lumières et jusque dans les grandes refontes du XIX^e siècle, transforment son apparence, son curriculum, ses choix scientifiques et disciplinaires, ses rôles dans la société globale enfin. Pendant les générations qui nous ont précédés, les chaires de l'idéal intellectuel et de la philosophie pérenne n'ont cessé de livrer un discours essentialiste proclamant l'identité foncière de l'université avec son modèle médiéval d'origine auquel elle serait obligée de retourner sans cesse, sous peine d'infidélité à sa propre essence. A leur tour, les protagonistes de la prédominance de l'économique et du social sur le domaine de la culture et des mentalités nous ont insidieusement habitués à considérer l'université comme une institution suiviste, perpétuellement en retard d'une

révolution et dont les fonctions pourraient être dérivées des demandes formulées préalablement par des tiers. L'université ne ferait que répondre à des questions formulées en dehors de son orbite. Dans cette optique, il suffirait d'analyser les transformations sociales pour retrouver les rôles de l'université d'hier ou bien, parlant actualité, pour découvrir les contours de l'université de demain.

En réalité, il serait fallacieux de croire que, des deux, ce serait la société qui mènerait le changement et l'université qui suivrait – ou, pis encore, qui resterait enferrée dans son identité, toujours pareille à elle-même. Dans une telle optique, l'université se définirait comme une institution jouissant dans l'histoire d'un nombre constant de fonctions (enseignement, transmission des sciences, recherche, socialisation des élites) qui seraient tour à tour activées par les appels venus de l'extérieur. De fait, il ne serait pas difficile d'identifier, dans le discours actuel sur l'histoire des universités, de tels *agents extérieurs* censés de présider à la transformation de l'université au cours de la période moderne et contemporaine: le marché du travail, l'évolution du savoir, les progrès de la médecine, la pratique de la jurisprudence, les besoins de l'Église et de l'État, la constitution des élites en castes fermées, l'essor du fonctionariat, l'industrialisation et la professionnalisation sont invoqués à tour de rôle pour expliquer le changement dans le statut et la fonction de l'université au cours de la période de référence.

Bien entendu, il ne saurait être question de nier la pertinence de tels facteurs pour l'analyse du changement. Mais il convient de les insérer dans une approche plus nuancée. Celle-ci partirait d'une interaction entre les demandes sociales – qui, ne l'oublions jamais, émanent toujours de groupes d'intérêts précis – et les stratégies que l'université met en oeuvre pour s'affirmer ou pour évoluer. Ces stratégies, conscientes ou implicites, s'appuient elles-mêmes sur la façon dont l'université perçoit son rôle dans la promotion, la conservation ou la transformation des arts, des sciences, de la culture et de la formation des élites. Plutôt qu'une approche fonctionnaliste, nous proposerions donc une analyse qui prenne en compte le jeu subtil d'*interactions* entre les perceptions et définitions, structures et évolutions, modèles et idéaux, fonctions et problèmes qui, dans leur totalité, dynamisent les rapports réciproques entre l'université et la société. Les élites elles-mêmes ne définissent-elles pas leur vision du monde et de ses problèmes dans des termes qui s'inscrivent dans la matrice de l'habitus intellectuel intériorisé au cours de leurs études? La méthode de penser, la façon d'aborder et d'analyser la réalité sociale, les voies de l'imagination sociale qui conduisent à l'élaboration de solutions et de projets qu'utilisent les élites lettrées sont elles-mêmes largement tributaires de l'éducation cognitive, affective et morale transmise par le système scolaire et légitimée scientifiquement par l'université. Il n'est que de penser à la scolastique et au cartésianisme dont la force corrosive, suscitant d'âpres contestations au sein même de la communauté universitaire, tenait tout autant à l'appareil

cognitif mis en oeuvre qu'au message philosophique proprement dit.

De ce qui précède, il s'ensuit une unité fondamentale du *discours* sur l'université tant auprès de ceux qui en vivent qu'auprès de ceux qui ont été formés dans son orbite – c'est-à-dire globalement, pendant la période moderne, auprès des responsables de l'université et des élites dirigeantes des pays de l'Europe occidentale. Mais ce discours n'est pas nécessairement identique à celui des non-lettrés, de ceux, l'immense majorité jusqu'à une époque récente (19 hommes sur 20 selon tous les calculs et estimations), qui ne sont point passés par le moule formateur des études universitaires ou même simplement des humanités. Dans la mesure où, au XVIIIe et plus encore au XIXe siècle, de nouvelles filières de formation se constituent en dehors de l'emprise du système universitaire existant et de ses modes de penser (pensons tout particulièrement aux écoles militaires, techniques et professionnelles) et que les élèves qui en sont issus accèdent au pouvoir, le discours sur les fonctions sociales de l'université risque de se fractionner en plusieurs voix discordantes et de perdre la cohérence qu'il eut à l'âge d'or de la symbiose entre la République des Lettres et la République tout court.

L'on ne saurait sous-estimer l'importance de ces réflexions pour qui veut analyser les *fonctions sociales* de l'université. Pour être complète et cohérente, une telle analyse devra, en effet, nécessairement comporter deux niveaux. Il est, bien sûr, indispensable de saisir ces fonctions à l'aide des méthodes de la recherche actuelle, qualitatives et quantitatives: l'analyse du curriculum, la mesure des entrées et sorties, du degré de qualification acquis, de la production scientifique et ses qualités, de l'impact de l'enseignement et des sciences sur le dynamisme social et culturel, la prosopographie des élites scolarisées, la mesure de l'emprise universitaire sur les différents secteurs professionnels, de son importance pour les stratégies de mobilité ou – ce que l'on oublie trop souvent – d'immobilisme social mises en oeuvre par les élites d'avant le grand chambardement introduit par ce que nous sommes convenus d'appeler d'un terme bien réducteur le «processus d'industrialisation» et l'ère des révolutions de la fin du XVIIIe.

L'UNIVERSITÉ ET LA MOBILITÉ SOCIALE

Or, cette dernière hypothèse – une stratégie d'immobilisme, de fixation d'un ordre social prenant appui sur la culture et la légitimation fournies toutes deux par l'université, nous conduit au problème posé par le deuxième niveau d'analyse. Trop d'études récentes s'efforcent, selon la matrice de notre propre perception du dynamisme social, de retrouver des séquences d'ascension sociale, des schémas, voire des stratégies conscientes de mobilité ascensionnelle dans le fonctionnement de l'université d'Ancien Régime qui aurait servi de canal

d'accès à la culture et au pouvoir pour des groupes sociaux chaque fois renouvelés: les hauts fonctionnaires depuis le XVe siècle, les membres des conseils et patriciats urbains depuis le XVIe, les professions lettrées avec leurs dynasties de juristes, de médecins, de pasteurs et de professeurs depuis le XVIIIe, le retour des philosophes et la transformation des arts mécaniques en sciences dignes de l'université par les *virtuosi* du XVIIIe, le tout préluant à la percée sociale d'une large élite cultivée d'origine et de mentalité foncièrement bourgeoises (*Bildungsbürgertum*) au XIXe siècle.

Pour valables que puissent être ces analyses, il ne faut jamais oublier que le désir d'ascension sociale demeure très largement un postulat du chercheur contemporain qui l'applique à l'analyse des réalités du passé. Ce faisant, il interprète les séquences d'ascension individuelle ou familiale reconstituées comme autant de réalisations d'aspirations ou d'espérances: il introduit dans l'analyse un facteur de motivation. Or, n'y a-t-il pas tout lieu de croire que les élites d'autrefois considéraient l'université, jusque très loin dans l'Ancien Régime, non pas comme un élément dynamisant ou perturbateur, mais bien au contraire comme un facteur stabilisant et conservateur de l'ordre social, allant jusqu'à exclure l'idée même d'une circulation des élites qui sera une des principales revendications des réformateurs des Lumières, puis de révolutionnaires. Nombre de textes de l'Ancien Régime montrent de façon poignante le désir d'affermir une situation sociale, toujours menacée par les aléas d'une économie mal maîtrisée, en l'appuyant sur les trois fondements sûrs de la considération sociale: la propriété foncière, un office anoblissant ou une dignité équivalente, enfin un certain niveau de culture ou un titre universitaire.

Pendant une bonne part de la période de référence, le statut social conféré par les études, ou par le titre, domine la qualification professionnelle, dans la perception du rôle de l'université. Là où il semble possible de détecter auprès des parents une volonté d'ascension pour leurs fils – car, inutile de le répéter, les filles demeurent encore exclues de l'enseignement supérieur et ce n'est pas une des moindres gloires de Bologne que d'avoir, quasi la première, admis les femmes à l'université dès le XVIIIe siècle! – celle-ci se joue en marge de la culture et des sciences. Elle s'adresse à des professions (prêtre, pasteur, médecin) dont l'exercice témoigne davantage d'un statut dans la communauté que d'un savoir effectif. Ce qui, bien évidemment n'empêche point qu'à l'occasion leur détenteurs ont pu être savants, philosophes ou poètes... Dans l'ensemble, cependant, l'équation entre le titre et la compétence professionnelle s'avère à tel point troublée qu'au cours des XVIIIe et XIXe siècles plusieurs États introduisent des diplômes nouveaux (l'agrégation, l'habilitation, différents titres autorisant à exercer des professions précises) qui qualifient expressément pour l'exercice d'une fonction sociale bien déterminée (professeur, médecin, notaire, vétérinaire, etc.), tout en régularisant le marché des professions intellectuelles.

Lorsqu'au XVIIIe siècle la conscience commence à poindre que l'inégalité sociale, loin d'être un facteur de progrès et d'intégration, est en train de se muer en facteur de stagnation et de désintégration sociales, ce n'est point à l'enseignement et à l'université que l'on s'adresse pour trouver une parade et rendre au corps social son dynamisme civilisateur, mais au commerce – précisément un des rares domaines professionnels de l'élite qui avaient jusqu'alors totalement échappé à l'emprise de l'université et même de toute forme d'enseignement institutionnalisé. Des leaders de l'opinion éclairée tels que Montesquieu, Voltaire, Hume et Smith s'attendaient à un rôle dynamisant du négoce qui ne pouvait manquer d'engendrer un nouveau type d'homme plus autonome, plus tolérant et aussi plus civilisé.

L'UNIVERSITÉ ET LA PERCEPTION DE SON RÔLE

Ces attentes projetées sur la culture négociante peuvent être considérées, en quelque sorte, comme une motion de censure à l'égard du rôle acculturant de l'université. Elles doivent nous rendre circonspects lorsque notre analyse scientifique s'apprête à attribuer des fonctions culturelles précises à l'université à une époque où, de toute évidence, les options de base de celle-ci étaient différentes. Avant toute analyse empirique des rapports qu'entretenaient université et société dans le passé (comme, d'ailleurs, dans l'actuel), il importe donc de bien saisir le rôle de la *perception* dans la définition du champ et de ses variables: perception du chercheur actuel, perception des acteurs de jadis. L'université est une institution sociale qui, par la multiplicité des fonctions virtuelles qu'elle a cumulées au cours de sa trajectoire historique, entretient des rapports extrêmement complexes avec la société qui la fait vivre en lui demandant une gamme sans cesse changeante de services, allant de l'enseignement au sens propre à la formation professionnelle, de la transmission de codes éthiques ou esthétiques à l'élaboration de paradigmes scientifiques, d'une fonction de conseil à celle d'une légitimation de valeurs sociales et culturelles, de la socialisation à la censure. Dans ce jeu de l'offre et de la demande, l'université ne joue pas qu'un rôle récepteur. Bien au contraire, à travers son analyse explicite ou – plus souvent – implicite des nécessités sociales elle aide à définir des priorités que la société prend ensuite à son compte et qui réapparaissent alors comme autant de fonctions «dominantes» de l'université. Il n'est pas difficile de reconnaître tout au long de la période moderne les traces de ces luttes, au sein de l'université, pour définir des *options* prioritaires. Ainsi, dans un contexte exemplaire d'interaction entre le monde du savoir et celui du pouvoir, l'introduction de la philologie humaniste dans les collèges trilingues et les nouvelles universités du XVIe siècle commençant (Alcalá, Wittenberg, Louvain, Paris, pour nous en tenir aux plus célèbres) fut un tel changement d'option qui allait avoir de grandes conséquences, non seulement pour le

programme d'enseignement, le curriculum, mais pour les fonctions mêmes de l'université. En effet, il réactiva son rôle de laboratoire scientifique qui, moins d'un siècle plus tard, devait marquer la pléiade de nouvelles universités fondées selon le principe territorial en Allemagne et dans les Provinces-Unies, à commencer par Leyde.

Des conséquences semblables pour les fonctions sociales de l'université devaient découler du différend persistant entre les facultés et les écoles professionnelles, dont nous trouvons le prototype dans les séminaires extra-universitaires d'enseignement théologique, favorisés par le concile de Trente. Ou encore du refus des universités, fondé sur la distinction paradigmatique entre sciences et techniques, d'intégrer dans les facultés régulières des disciplines nouvelles, nées de la conjonction d'une meilleure maîtrise technique de la nature, de l'essor d'une vision mécaniste du monde et du rehaussement du statut social des arts mécaniques. Rares sont les recherches dans ce domaine qui englobent tout le système d'enseignement supérieur, aussi bien les universités et les écoles apparentées sans droit de promotion aux grades (écoles illustres, *gymnasia academica*, etc.) que les écoles techniques, préparatoires ou professionnelles. Mais les études existantes suggèrent sans équivoque que les choix stratégiques définis par les universités dans leur ensemble au cours de l'Ancien Régime, voire au-delà, en faveur d'une distinction claire entre les sciences pures, dignes du système universitaire, et les sciences appliquées et les technologies, tout juste bonnes pour les écoles particulières, ont conduit à un progressif dédoublement du système d'enseignement supérieur, témoin la création d'écoles spéciales d'ingénierie militaire, puis civile, de chirurgie, de travaux publics, d'arts nautiques, de sylviculture, de beaux-arts ou de théologie. Ce dédoublement n'était pas inscrit dans le système universitaire dès ses origines, mais résulta de l'option plus ou moins délibérée d'un refus d'intégration d'initiatives nouvelles et découla, par conséquent, de la perception que l'université eut de son rôle. Il faut d'ailleurs souligner que ce dédoublement des filières de formation dans l'enseignement supérieur amena également un changement lent, mais fondamental de l'aire sociale du recrutement des deux secteurs, qui finalement a porté des fruits. L'on peut supposer, par exemple, que l'introduction pure et simple de la chirurgie opératoire ou de l'art vétérinaire dans les facultés de médecine du XVIII^e siècle eût forcé les protagonistes à s'adapter au paradigme théorique en vigueur. Leur recrutement eût risqué d'exclure les spécialistes manuels éprouvés, tout en se limitant à la frange de ceux parmi les candidats qui avaient tâté aux humanités sans en avoir vraiment pris le goût. Le malthusianisme social manifesté par les facultés de médecine dans certains pays (à commencer par celle de Paris) à la fin de l'Ancien Régime a, de la sorte, pu être un facteur prépondérant du «décollage» des études beaucoup plus «prolétariennes» en chirurgie: le capital de connaissances et de qualifications manuelles acquises par le milieu professionnel des chirurgiens a pu

prosperer dans le vase clos des écoles de chirurgie, sans être liquéfié dans les méandres théoriques de l'enseignement de la médecine universitaire. Dans un deuxième temps, la lente amélioration du statut sociale des chirurgiens, en interaction avec l'augmentation graduelle de leur niveau de connaissances théoriques, favorisa finalement l'introduction de leur art dans le curriculum universitaire. Ironie de l'histoire: l'habileté manuelle même qui avait été jadis le motif majeur du rejet de la chirurgie du canon traditionnel des sciences, a conduit les chirurgiens actuels aux sommets de la considération sociale.

Cet exemple nous montre clairement que les fonctions sociales de l'université se définissent au travers d'un *dialogue* entre l'héritage scientifique dont l'université est le dépositaire (la hiérarchie des sciences et son capital de savoir), les options qu'elle prend en vertu du statut scientifique et social auquel elle aspire, et la demande de compétences précises de deux groupes d'utilisateurs virtuels, ici les chirurgiens et les malades. Les résultats de ce dialogue ne sont jamais irréversibles. On le voit dans le cas de l'école d'ingénierie militaire que le prince Maurice d'Orange joignit à l'université de Leyde, en 1600. L'école fut fondée dans l'euphorie d'un nouveau paradigme scientifique en expansion, celui des sciences exactes, et prit un acompte sur l'avenir en définissant le métier d'ingénieur militaire comme une profession académique. Mais rapidement l'absorption des sciences théoriques par la faculté de philosophie ne laissait à l'école que les matières d'application, qui ne faisaient pas partie du corpus des sciences défini par l'université du moment comme fondement des professions académiques. Aussi, quelques décennies plus tard, au moment même où les nouvelles sciences naturelles s'imposèrent dans les facultés, l'école disparut-elle sans bruit, l'ingénierie restant pour de longues années en marge de l'université. Tout comme les arts militaires.

DIPLÔMES, QUALIFICATIONS, PROFESSIONS

En réalité, un peu partout en Europe, l'université n'était pas encore prête à définir ses flux de sortie en termes de *professions*. Dans sa perception d'elle-même, l'université s'enorgueillissait de pouvoir conférer l'attribut principal du scientifique accompli, le grade de docteur symbolisé dans le bonnet, le livre et la bague. C'est par le monopole des grades que l'université se distinguait fièrement de toute autre école supérieure et l'on ne compte pas dans l'histoire de l'Europe moderne les procès interminables d'universités établies contre les nouvelles fondations s'arrogeant ce privilège estimé indivisible. Aussi l'attribution du grade avait-elle, au début de l'époque moderne, été surinvestie de prestige et avait-elle pris l'allure d'un véritable rite de passage impliquant épreuves, banquets, cortèges, largesses et même, à Salamanque, une course aux taureaux. Le doctorat était plus qu'une sanction du savoir acquis: il

était un état comportant dignité et privilèges. L'on sait que le docteur en droit pouvait être tenu pour noble (mais «idealiter, non civiliter») après vingt ans d'enseignement. D'autres doctorats étaient tout autant prisés: l'on comprend pourquoi Martin Luther tenait tant au sien – face à un pouvoir civil écrasant, il conférait à son autorité intellectuelle une légitimité sociale imprescriptible. Erasme ne pensait pas autrement lorsqu'il se rendit à Turin pour se faire revêtir d'un doctorat en théologie dont l'aura était «velut splendor firmamenti».

La *survalorisation du doctorat* tranchait avec son extrême rareté, qui était elle-même fonction de son coût excessif: partout la proportion est, au début de la période moderne, d'un docteur pour cent, sinon pour plusieurs centaines d'immatriculés. De nombreux étudiants n'arrivaient pas jusqu'aux facultés supérieures – en tout et pour tout un dixième peut-être à Paris – ceux qui y pénétraient étaient loin de prendre toujours un grade et même s'ils le faisaient ils n'allaient que rarement jusqu'au doctorat. Le système d'enseignement que formaient ces filières chaotiques était caractérisé par des niveaux de qualification assez approximatifs et peu ajustés à une demande sociale de compétences précises. La plupart de ceux qui sortaient de l'université n'avaient obtenu d'autre qualification qu'une maîtrise ès arts, tout au plus un grade inférieur en médecine, droit ou théologie. Loin d'être des scientifiques accomplis ou des spécialistes de telle ou telle question particulière, ils peuvent être qualifiés de *généralistes de la parole*, écrite ou parlée, qui – en théorie du moins – savaient bien parler, rédiger un discours, mettre en ordre des arguments logiques, raisonner sur un cas et analyser un problème. Était-il nécessaire de demander plus à un échevin, dont le souci majeur était d'arriver à se reconnaître dans le dédale de la jurisprudence locale, ou à un prêtre qui, avant le grand mouvement de la réforme religieuse catholique et protestante, était bien plus censé de reproduire que de produire le sens de la Parole Sacrée? Il est vrai, comme on le remarque souvent, que le développement des monarchies centralisées exigeait des bureaucraties instruites; mais il ne faut pas se méprendre sur l'ordre de grandeur de leur demande, qui se chiffre plutôt par dizaines de personnes que par milliers. Grossièrement à partir du XVI^e siècle, l'université s'ébranle en raison de quelques mouvements qui se renforcent mutuellement. La réussite même des facultés des arts à la fin du Moyen Âge élargit et stimule le souci éducatif des communautés urbaines et des ordres et instituts religieux nouveaux, que l'on voit poindre dans l'orbite de la Dévotion Moderne rhénane, mais tout aussi bien dans d'autres régions urbanisées de l'Europe chrétienne. Les villes multiplient la fondation de collèges d'humanités qui désormais s'adressent surtout aux bourgeois, aux laïcs. Le changement de cap éducatif que prit la Compagnie de Jésus, à peine fondée, est en tous points exemplaire: il atteste la position centrale prise par le système scolaire dans les filières de transmission culturelle de l'époque moderne.

Dès lors, les flux d'élèves qui se dirigeaient jusqu'alors vers les facultés des arts pléthoriques, changent de sens. Comme l'a montré Brockliss, une grande université comme celle de Paris avec son énorme faculté des arts est littéralement décimée par le bas en moins d'un siècle. Du même coup, elle s'approche dorénavant du modèle universitaire qui nous est devenu familier et où l'accent principal tombe sur les disciplines particulières et les facultés supérieures – autrement dit, où les spécialismes l'emportent sur l'éducation générale. Il est vrai que nombre d'universités conservent encore longtemps une faculté des arts ancien style, dont le lien réel avec l'université proprement dite est cependant souvent faible. Il n'en demeure pas moins que cette rupture entre l'université et les collèges d'humanités a clarifié le ciel du monde scolaire. Enseignement *moyen* et enseignement *supérieur* se profilent de plus en plus nettement comme deux *niveaux distincts* à finalité différente: le collège fournit les aptitudes de base, de caractère général, qui permettent d'aborder des études spécialisées dans n'importe laquelle des facultés supérieures, parfois consécutivement à une ou deux années propédeutiques dans la faculté de philosophie ou des arts, qui inculque à l'élève le minimum d'habitus intellectuel nécessaire pour une suite réussie. Grossièrement dans la moitié catholique de l'Europe, les facultés des arts se maintiennent mieux que dans le Nord protestant. Partout, cependant, une filière claire s'instaure: le collège précède l'université, et si les arts ne jouent pas toujours un rôle préparatoire aux facultés supérieures de théologie, de médecine ou de jurisprudence, celles-ci se situent invariablement à la fin des curricula professionnels.

Ce mouvement de restructuration qui, en partie, sort du cœur même de l'enseignement, s'imbrique dans un autre qui part du processus d'évolution des États, des bureaucraties, des équipements collectifs. L'administration centrale, les cours de justice, les régences des villes, les hôpitaux, les Églises, les collèges mêmes demandent dorénavant plus qu'une vague familiarité avec le monde de l'écrit, dont l'imprimerie a supprimé la rareté et, en grande partie, la magie. La multiplication effrénée de l'imprimé demande une remise en ordre, une maîtrise, bref, une compétence particulière. Cette compétence s'appuie moins sur le prestige du titre que sur une intimité réelle avec la matière enseignée. Aussi n'est-ce sûrement pas un effet du hasard si dans nombre de pays les différences de niveau scientifique entre les grades universitaires (baccalauréat, licence, doctorat) s'estompent, si elles ne disparaissent pas totalement; ne subsistent que des cérémonies, symboles régulateurs de la hiérarchie des prestiges sociaux et appréciables sources de revenus pour les autorités et les professeurs. Nous sommes cependant encore loin des filières professionnelles et des écoles d'application qui naissent vers la fin du XVIII^e siècle.

À partir de la seconde moitié du XVI^e siècle les professions se constituent comme *professions académiques*, mais en tâtonnant: les médecins se créent un corporatisme qui se

légitime par l'accès à la médecine théorique; les prêtres et pasteurs sortent de la faculté des arts et font leurs premiers pas dans la théologie dont les contours pratiques se dessinent peu à peu; les juristes demeurent davantage des habitués du droit que des connaisseurs de la jurisprudence – le XVIII^e siècle sera le siècle d'or des *letrados*, des habitués du formulaire et de la procédure, des avocats sans cause.

S'il fallait caractériser le mouvement qui se dessine nettement à la fin du XVII^e siècle pour se poursuivre tout au long du XVIII^e – tout en manifestant ici et là, bien sûr, des décalages régionaux – il faudrait nommer l'équation croissante entre l'offre universitaire et la demande sociale de *compétences* précises, spécialisées, voire, dans le monde juridique avec sa floraison de sous-disciplines, déjà parcellisées. A preuve l'augmentation du nombre de chaires spécialisées et l'introduction de nouvelles matières telles que l'économie politique, les sciences administratives, les langues modernes, l'histoire au sens propre (et non plus comme un dérivé du droit ou de l'exégèse). A preuve également la lente montée, différente selon les pays mais nette quasi partout, du pourcentage des gradués, qui signifie un nombre croissant de curricula finis: en tant que tel, il peut être pris comme un indicateur de l'intérêt pris dans le spécialisme de la discipline plutôt que dans l'habitus des études universitaires au niveau général. D'ailleurs, l'analyse de la composition des cours de justice et d'autres corporations recrutant parmi les flux de sortie des universités révèle, là où elle a été faite, la même avancée de l'équation entre la demande de compétences et l'offre de *spécialistes* formés à l'université dans la perspective d'embrasser une profession précise: médecin, avocat, juge, conseiller, professeur de collège, prêtre ou pasteur.

Deux tests, contradictoires en apparence seulement, permettent de vérifier l'hypothèse de l'envahissement de l'université par les perspectives professionnelles: d'une part, le remplacement des universités françaises sous la Révolution par des écoles spécialisées de droit et de médecine à vocation professionnelle; d'autre part, la réaction violente de l'idéalisme allemand qui, quelques années plus tard seulement, proposera par les voix de Schleiermacher et de Humboldt une réorganisation radicalement opposée du système universitaire, dans laquelle le retour à une pratique bien comprise de la science primera toute velléité de réification professionnalisante. C'est entre ces deux extrêmes que l'université du XIX^e siècle cherchera à définir et à assumer ses fonctions sociales. S'il est vrai que le modèle humboldtien n'a pas vraiment tenu toutes ses promesses, tant il apparaissait utopique et contraire à une pratique universitaire sédimentée à travers quelques siècles, il n'en demeure pas moins que le retour à une convivialité universitaire régie par l'idéal de la science pure s'est peu ou prou imposé dans toute l'Europe du XIX^e siècle.

EFFECTIFS ÉTUDIANTS ET MARCHÉ DES EMPLOIS INTELLECTUELS

Le rétrécissement progressif de la gamme des fonctions sociales de l'université à celle, prédominante au XVIII^e siècle, d'une formation conduisant à des professions précises, constitue l'un des facteurs majeurs qui expliquent la *diminution des effectifs étudiants* quasi générale du XVIII^e siècle. En réalité, il y a lieu de se demander si cette diminution ne provient pas surtout d'une redistribution des effectifs étudiants disponibles sur l'ensemble du champ de l'enseignement moyen et supérieur, institutions privées comprises, et notamment sur les cours spécialisés et les nouvelles écoles techniques qui naissent de toutes parts. Mais cette hypothèse ne fait que confirmer la tendance générale à une plus grande équation entre formation préalable et vie professionnelle. Certains ont cru voir dans cette diminution des effectifs étudiants un effet du *marché de l'emploi*, donc d'une saturation du marché des professions intellectuelles impliquant une formation universitaire. Il est possible qu'un allongement de la durée de la vie et surtout de la vie professionnelle, en raison de la plongée plus précoce dans la profession qu'une formation universitaire adéquate facilite, ait eu quelque effet sur la capacité que l'on pouvait avoir de vivre de ses études. Les témoignages d'époque ne manquent pas à cet égard. Mais il ne faut sûrement pas exagérer les pressions du marché à une époque où, de toute évidence, nombre de professions sont encore interchangeables et où, pour la majorité aisée, le choix des études se fait avant tout en fonction d'un emploi assuré d'avance par héritage paternel ou grâce au milieu d'origine.

D'ailleurs, on peut faire remarquer que la diminution des effectifs étudiants s'observe dans un degré moindre, ou même pas du tout, dans les pays méridionaux. Tout se passe comme si l'université y conserve encore jusque loin dans le XVIII^e siècle son rôle de dispensatrice d'une formation générale qui, désormais, passe beaucoup plus par le curriculum juridique que par celui des arts: la jurisprudence prépare mieux à un emploi dans les services publics que les lettres. Les grandes réformes de l'époque napoléonienne et de la Restauration amènent, cependant, là aussi une réduction considérable du nombre d'universités, de chaires, voire d'étudiants, dont la signification exacte reste à élucider. Soulignons, enfin, que la diminution des effectifs étudiants dans la moitié septentrionale de l'Europe est, au XVIII^e siècle, en contradiction apparente avec un des débats d'opinion majeurs de la fin d'Ancien Régime: celui des intellectuels parasites qui, en surnombre par rapport au nombre de fonctions disponibles, vivraient aux crochets de la société et constitueraient un danger pour l'ordre public par leur capacité de concentrer en leur personne et de formuler dans des termes agressifs et mobilisateurs une opposition politique au pouvoir en place. Ce débat, que l'on retrouve à

différentes reprises et dans différents pays au cours de la période moderne – et qui n'a encore rien perdu de son acuité à l'heure actuelle – est mieux connu des historiens sous le nom de celui des *ambitions frustrés*.

Voici exactement 25 ans, Curtis posa pour le XVIIIe siècle, dans un article devenu classique, le problème des conséquences sociales de l'inadéquation entre le nombre d'aspirants à un ensemble de positions intellectuelles et le nombre de positions disponibles. A son explication quelque peu mécaniste des rancœurs engendrés par les déceptions des candidats échoués, Chartier a récemment opposé une vision plus plausible du phénomène, insistant non sur la réalité de l'équation (puisque, comme nous venons de le voir, ce problème ne devrait point se poser à la fin du XVIIIe siècle, où un nombre de fonctions en expansion était confronté à un nombre de candidats virtuellement en diminution) mais sur sa perception. Selon son analyse, l'on peut s'attendre à ce que la collectivité perçoive un excès d'intellectuels devenant dangereux pour l'ordre social chaque fois que ceux qui détiennent le pouvoir ou se réservent le savoir estiment leur position menacée par des nouveaux venus, trop nombreux et parvenus.

à encore, il suffit de lire les gazettes de l'époque pour se convaincre du bien-fondé de cette hypothèse. Le discours que les élites éclairées, soucieuses de promotion sociale mais toujours à l'intérieur d'une hiérarchie de positions préétablie, tiennent sur les intellectuels parasites, proclame expressément que l'aspiration déplacée à une ascension sociale ne saurait que porter malheur. Comme le

disait l'auteur anonyme de la gazette hollandaise *De Filosooph*, en 1768:

Voyez tant de gaillards musclés changés en pygmées, tant de portefaix contents, tant de matelots insouciantes, tant de paysans heureux transformés en pasteurs de campagne misérables, en avocats affamés, en médecins étriqués, en précepteurs ronchons et en professeurs chagrins.

Le discours hygiéniste et celui du malthusianisme socio-professionnel se soutiennent ici pour supplier l'université d'adapter ses fonctions, non pas à la demande brute – parce que le discours reconnaît expressément l'existence d'une demande de formation universitaire dans les basses classes de la société – mais au modèle d'organisation de la société formulé dans la perception des nantis.

L'on ne saurait mieux dire la nécessité de prendre en compte, dans toute analyse des fonctions sociales de l'université, les stratégies et perceptions collectives dont j'ai signalé l'omniprésence dès l'entrée de ce propos forcément trop succinct et regrettablement global.

Notes sur les références

Il est impossible de mentionner ici toute la bibliographie qui sous-tend cet effort de synthèse. Je me permets de renvoyer le lecteur à la version plus documentée de cette contribution qui paraîtra bientôt dans le tome II de *l'Histoire sociale des universités européennes*, sous les auspices de la Conférence européenne des recteurs.